

**INEGALITES CREUSEES, DEMOCRATIE FRAGILISEE**

Les établissements d'enseignement supérieur commencent à ouvrir leurs portes aux étudiants sans le moindre moyen supplémentaire, sans dispositifs d'accompagnement pour accueillir et faire réussir en particulier les récents bacheliers. L'absence de collectif budgétaire pour le supérieur, les suppressions d'emploi effectives et annoncées dans les services publics, les lois votées cet été... toutes les orientations gouvernementales creusent les inégalités. Les cadeaux fiscaux pour les entreprises ou les particuliers fortunés se font au détriment du financement des services publics. "Droit" de grève encadré, négociations salariales bloquées, représentation et jeu démocratique biaisé dans les universités avec la loi adoptée en août. Tous ces enjeux seront développés, dès les prochains jours, dans l'ensemble des publications du SNESUP. Nous vous invitons à y être attentifs. Vigilance et combativité pour une rentrée qui passe, plus qu'hier, par des solidarités et des actions collectives, comme y invitent les textes ci-dessous. Dès aujourd'hui, ajoutez votre nom à la pétition sur le site [www.universite-recherche-democratie.fr](http://www.universite-recherche-democratie.fr).

**Communiqué de presse de l'interfédérale de l'éducation du 30 août 2007**

Nous le disons avec conviction : améliorer la réussite scolaire des jeunes, il n'y a rien de plus urgent !

Aider efficacement les jeunes les plus en difficulté, former les enseignants pour cela, bloquer le développement des inégalités sociales et le danger que représenterait l'instauration d'une école à deux vitesses, ouvrir un avenir positif pour les jeunes, rien de plus difficile, rien de plus compliqué sans doute mais rien de plus indispensable pour les jeunes, pour nous, pour l'avenir du pays.

C'est autour de cet objectif que, dans la diversité de nos organisations représentant toutes les composantes de la communauté éducative, de façon inédite sans doute, nous avons décidé de nous rassembler aujourd'hui.

Comment avancer avec, comme postulat, des réductions budgétaires drastiques ?

Aux questions que nous nous posons, la suppression de 11 200 emplois dans l'Education nationale, s'ajoutant aux milliers déjà subis, est la seule réponse dont il faudrait nous contenter. Elle est inacceptable.

En lançant cet appel, nous voulons aujourd'hui, devant l'opinion, interpellé le gouvernement, le président de la République. Nous voulons une politique éducative ambitieuse faisant avancer notre Ecole publique en mettant au cœur la réussite de tous les jeunes. Nous voulons pour cela d'autres choix, un autre budget, une autre politique.

Nos organisations s'engagent à mener en commun une campagne d'explication et de sensibilisation de l'opinion. Elles se retrouveront pour envisager la suite à donner à leur action autour d'une initiative d'ampleur nationale.

**UNSA-Education - Cé - La ligue de l'enseignement –  
GFEN – FCPE – CRAP Cahiers Pédagogiques – FOEVEN  
- FAEN – FERC-CGT – FSU – SGEN-CFDT – UNL –  
FIDL – UNEF – FNEC-FP FO**

**Extraits du communiqué des organisations du supérieur du 3 septembre 2007 : « Pour une rentrée offensive »**

"... L'enseignement supérieur et la recherche ne sont pas épargnés. La loi relative « aux libertés et responsabilités des universités », votée dans l'urgence pendant l'été, en décalage total avec les aspirations de la communauté universitaire, est mauvaise et dangereuse. Mauvaise, car elle n'apporte aucune réponse aux besoins du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, en particulier concernant le développement des connaissances, la démocratisation de l'accès et de la réussite des étudiants. Dangereuse, car, à travers l'abandon d'une responsabilité nationale de l'Etat, la multiplication des possibilités de recrutements de non-titulaires, la concentration des pouvoirs autour du président, cette loi creuse les inégalités entre les établissements, les personnels et les étudiants et s'attaque au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche et à leur unité indispensable au développement d'une politique de long terme répondant à tous les besoins sociaux.

Les organisations signataires s'opposent au contenu et aux conséquences de la loi adoptée par le parlement, qu'elles jugent toujours inacceptable. Elles dénoncent en particulier les possibilités de désengagement politique et financier de l'Etat, les reculs de la démocratie au sein des conseils, ainsi que la précarisation accrue des personnels, la remise en cause des missions des organismes nationaux de recherche publique, menacés d'être transformés en agences de moyens. Elles exigent a minima de profondes modifications sur ces points essentiels.

[...] Les organisations signataires affirment leur volonté de créer les conditions de l'action collective pour une rentrée universitaire offensive. Pour cela, elles entament dès à présent un travail d'information des étudiants et des personnels, et appelleront au plus vite à des initiatives communes (réunions d'informations, assemblées générales, etc...) dans les établissements.

**UNEF**

**FSU : SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP, SNETAP.  
UNSA: SUP RECHERCHE, A & I, SNPTES  
CGT : SNTRS, FERC-SUP, UN-CROUS, UGICT**